

Office français de la biodiversité, un « lancement » sous tension

Par [Antoine Peillon](#), le 13/2/2020 à 07h16

Le tout nouvel Office français de la biodiversité (OFB) accueillera Emmanuel Macron, jeudi 13 février, à Chamonix, pour son « *lancement institutionnel* ». Une occasion, pour tous les syndicats du nouvel établissement, d'exprimer le « *désarroi considérable* » de nombreux agents de terrain.



La nouvelle est arrivée tardivement aux 360 invités au « *séminaire de lancement institutionnel officiel* » de l'[Office français de la biodiversité \(OFB\)](#). Dans un courriel

interne daté du 6 février, Pierre Dubreuil, directeur général du « *nouvel établissement* » public écrivait à ses « *chères et chers collègues* » : « *J'ai l'honneur et le très grand plaisir de vous annoncer que nous accueillerons le président de la République et nos ministres le 13 février pour la clôture du séminaire* », avant de préciser qu'il ne « *maîtrisait pas le délai d'organisation de cet événement* ». Son message se voulait très enthousiasme : « *Le déplacement du président de la République pour le lancement d'un établissement public est un événement exceptionnel.* »

L'Office français de la biodiversité voit enfin le jour

Outre Emmanuel Macron, Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire, et Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État, viendront saluer, ce jeudi 13 après-midi, les 360 « *managers nationaux et territoriaux de l'établissement* » (1), selon un mail de Stéphanie Antoine, directrice générale adjointe de l'OFB, prévenant que « *la présence de chacun est requise* ».

Une fusion « *source de souffrance et de désorientation* »

À peine ces messages étaient-ils diffusés à l'encadrement de l'OFB que les syndicats représentés dans l'établissement publiaient des tracts incendiaires pour dénoncer l'organisation de l'événement dans l'urgence, mais aussi les difficultés qu'ils disent rencontrer depuis un an dans leur dialogue social avec la direction générale de l'office.

Tous mettent en exergue un « *désarroi considérable* » des agents issus de l'ex-Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et de l'ex-Agence française de la biodiversité (AFB). Ainsi, le Syndicat national de l'environnement (SNE-FSU) lançait, le 7 février, un appel à « *boycotter le pince-fesses de Chamonix* », car « *à l'heure où notre établissement ne renouvelle pas les CDD, réduit les budgets des espaces protégés et ne donne pas les moyens de travailler correctement aux agents chargés de protéger l'environnement, ce déplacement à Chamonix est une gabegie environnementale et financière* ».

Sous l'effet du réchauffement, la montagne « ne tient plus debout »

Le même jour, l'UNSA-Écologie émettait un préavis national de grève, pour les 12 et 13 février, « *à tous les personnels de l'OFB* », dénonçant, à propos du séminaire de Chamonix, une « *véritable mascarade* », car « *rien ne va à l'OFB* ». Avant de détailler : « *Les personnels sont dans un désarroi considérable. Les métiers sont détruits ou démantelés. Les règles imposées sur le temps de travail ne sont pas conformes aux textes réglementaires.* » Le 10 février, la CGT-Environnement appelait aussi « *à la grève ou à des actions de protestation* », pour les 12 et 13 février, ajoutant que « *les agents croulent sous une avalanche de difficultés déclenchées par cette fusion entre deux organismes (l'ONCFS et l'AFB) aux cultures et aux pratiques très éloignées, source de souffrance et de désorientation pour beaucoup d'agents* ». Ce syndicat affirmait alors que « *les signalements d'agents en détresse se multiplient depuis le 1^{er} janvier (date de la fusion)* ».

« *Nous sommes en phase de création, une phase qui bouscule* »

Bien au fait de ces protestations exacerbées, Pierre Dubreuil, directeur général de

l'OFB, veut voir dans le regroupement actuel de l'AFB et de l'ONCFS « une réponse à la hauteur de l'enjeu écologique et le moyen de renforcer l'action de l'État en faveur de la biodiversité », explique-t-il à La Croix. À propos de la devise de l'OFB, « Tous engagés pour la biodiversité », le directeur général souligne qu'il entend bien « réunir tous les acteurs impliqués dans la problématique, même s'ils ne sont pas toujours d'accord : agriculteurs, chasseurs, associations de protections de la nature, scientifiques, gestionnaires de milieux naturels, comme les parcs nationaux ou les parcs naturels marins ». Avec comme objectif de « les rassembler pour qu'ils se parlent et agissent ensemble sur des projets très concrets : les haies, les interactions entre milieux terrestres, aquatiques et marins, ou la transition agroécologique ».

Chasseur de braconniers

Prenant acte du malaise exprimé unanimement par les cinq syndicats représentés à l'OFB, Pierre Dubreuil assure qu'il a « conscience qu'il est très difficile de créer un nouvel établissement à partir de deux autres ayant des sensibilités très différentes » : « Nous sommes en phase de création, une phase qui bouscule, plaide-t-il, mais je porte une attention très importante au dialogue social. J'ai sanctuarisé les moyens financiers et humains de l'établissement pour 2020, ce qui n'était pas prévu avant sa création. L'AFB et l'ONCFS devaient perdre, par programmation, quelque 47 postes durant cette année-ci ; ce ne sera pas le cas pour l'OFB qui les réunit... »

Sébastien Brégeon, sur les sommets de la protection

Aussi, la grogne actuelle des syndicats et de certains agents est à mettre, selon lui, sur le compte de « la fatigue », car « tout le monde travaille beaucoup et (...) tout changement génère forcément des tensions, surtout chez des agents passionnés par ce qu'ils font, par la nature, et qui exigent donc d'avoir les moyens d'assurer pleinement leur mission ». Et d'ajouter, à propos de la venue d'Emmanuel Macron : « Nous profiterons de sa présence pour montrer l'importance de notre mission, celle du bras armé de l'État pour la biodiversité. »

Un suicide « en uniforme, dans son véhicule professionnel et avec son arme de service »

Les syndicats, de leur côté, dressent un tout autre tableau. Ainsi, Eric Gourdin, secrétaire général d'UNSA-Écologie nous explique que, « sur le terrain, la désorganisation a gagné tous les services. Aucun objectif commun n'a été dessiné, aucune directive claire ne descend de la direction générale ». Le syndicaliste, en poste à l'ex-ONCFS depuis 1992, dit qu'il n'a « jamais vu une telle aggravation des risques psycho-sociaux » dans son administration. Il évoque, comme tous ses collègues joints par La Croix, le suicide, resté confidentiel jusqu'à maintenant, d'un agent de l'ONCFS, le 30 décembre 2019, dans le Nord, « en uniforme, dans son véhicule professionnel et avec son arme de service ».

Antoine Besnier navigue et plonge parmi les dauphins

Comme en écho, Véronique Caraco-Giordano, co-secrétaire nationale de la branche biodiversité du syndicat national de l'environnement (Sne-FSU), dénonce « la baisse tendancielle des moyens et des effectifs des établissements chargés de

l'environnement, l'externalisation de nombreuses activités des services de l'ex-ONCFS et de l'ex-AFB, sauf pour les missions régaliennes, et, en conséquence, le malaise vécu par la majorité des personnels ».

Les nombreuses réunions tenues avec la future direction générale de l'OFB tout au long de l'année 2019, n'ont donné lieu à aucune satisfaction des demandes des cinq syndicats. Vincent Vauclin et Sylvain Michel, secrétaire et secrétaire-adjoint de la CGT-Environnement, soulignent que *« la précarisation des contractuels (environ 600 personnes) ne cesse de s'accroître »,* que *« la proposition d'un plan de prévention des risques psycho-sociaux a été rejetée, alors que des dizaines d'agents sont en détresse et souffrance professionnelle. »*

Ces dernières remarques des syndicalistes sont confortées par les commentaires de plusieurs fonctionnaires non-syndiqués, dont des membres de l'encadrement du nouvel OFB. Ainsi, cet *« encadrant en secteur marin »* (2) confirme *« le malaise des agents et même des dirigeants de son secteur, la crainte des nouvelles baisses de moyens financiers et d'effectifs dès 2021, et le flou complet sur les missions et l'organisation, malgré un an de travail de préfiguration ».* De même, ce chef d'équipe, en Bretagne, évoque *« l'ambiance tendue et les effectifs éprouvés, car les services de l'ex-ONCFS et de l'ex-AFB ont parfois du mal à travailler ensemble ».*

Le coût financier et écologique du séminaire dénoncé

Comme d'autres élus, Fabrice Morizur, représentant de Force ouvrière (FO) à l'OFB, évoque *« les réactions assez viscérales d'agents ulcérés par le coût financier et le bilan écologique du séminaire de Chamonix ».* La CGT-Environnement assure que le coût réel de l'opération grimperait à 400 000 €, transports compris, et que *« beaucoup d'invités viendront en avion, notamment depuis Brest, Toulouse et, bien sûr, depuis les départements et régions d'outre-mer ».*

Pierre Dubreuil, le directeur général, répond que *« le coût sera limité au maximum »,* évoquant une enveloppe de 110 000 € environ. *« L'OFB est vertueux et applique le principe bien connu « éviter, réduire, compenser ». Pour venir à Chamonix, chacun prend le train, ou la voiture, mais pas d'avion ! Et le bilan carbone du séminaire sera compensé par des plantations d'arbres ».*

Antoine Peillon

(1) L'OFB emploie environ 2 800 agents de service public.

(2) Les fonctionnaires non-syndiqués, tenus à une obligation de réserve, ont souhaité être cités anonymement.